

dans tout ce que nous pourrions faire. A la vérité, cette foi vivifiante est renforcée du fait qu'elle a été exprimée simplement et sincèrement à nos réunions par des hommes de races, de traditions et de croyances fort différentes.

Il nous semble à propos de déclarer une fois de plus que les pays du Commonwealth, bien que constituant une association particulière et précieuse à laquelle ils sont profondément attachés, ne se considèrent pas comme une sorte de groupement exclusif. Ils accueilleront avec faveur toute occasion de coopérer avec d'autres nations. Ils ont eu le privilège de pouvoir coopérer étroitement avec les États-Unis d'Amérique, dont les efforts pour aider plusieurs nations meurtries par la guerre inspirent un respect très sympathique et dont l'appui pratique aux Nations Unies a beaucoup contribué à la force de cette organisation. Nous chercherons toujours, au moyen de pourparlers, à réaliser le plus haut degré d'harmonie entre nous et à nous entendre avec les États-Unis, non moins qu'avec toute autre nation amie désireuse de coopérer, sur une action commune dans le domaine international.

Il n'est pas besoin de redire que nous appuyons les Nations Unies. Le Commonwealth et les Nations Unies n'ont rien d'incompatible. Au contraire, l'existence d'un Commonwealth uni par des liens d'amitié, par des objectifs communs et par des tâches communes, est une source de force pour la Charte.

Nous reconnaissons, nous du Commonwealth, que la prospérité du monde libre ne saurait être assurée tant que des millions d'être humains vivront dans l'indigence. Nous sommes donc résolus de favoriser, sans pour cela affaiblir nos propres économies, le développement économique et social des pays insuffisamment développés en leur procurant l'aide financière et économique dont nous pouvons disposer et en utilisant à fond notre patrimoine d'expériences scientifiques et techniques. Le Plan de Colombo fournit une preuve concrète de cette intention. Les pays intéressés du Commonwealth continueront de participer, dans toute la mesure de leurs moyens, à l'exécution de ce plan et d'autres semblables en vue de développer les ressources économiques et de relever les normes de vie sociale.

En bref, le problème de la paix consiste à écarter les causes de guerre, à diminuer toute tension et à favoriser la bonne entente, à aider les nations moins développées qui ont besoin de notre aide, à ne jamais refuser de discuter les divergences de vues sans s'imaginer follement que toute action en faveur de la paix est une forme d'« apaisement ». Nous cultiverons nos amitiés actuelles et nous espérons que la prudence dans la façon de traiter les questions aura pour effet d'atténuer les divergences et finira par les faire disparaître.

De tout cela nous sommes profondément convaincus, mais nous devons ajouter que tant qu'existera la crainte de l'agression, il nous faudra renforcer nos moyens de défense avec toute la célérité et la diligence possibles. Le fardeau sera sans doute lourd pour nos populations. Nous sommes fermement convaincus que le règne du droit devrait être à la base des rapports humains; et nous sommes prêts à accepter tous les sacrifices qui pourront être nécessaires pour maintenir, de concert avec toutes les autres nations, les principes de droit et d'ordre international qui sont indispensables à la paix et au progrès de l'humanité.

Conversation officielle sur le Cachemire

La Réunion a fourni aux Premiers ministres l'occasion d'étudier officiellement certaines questions qui n'entraient pas dans le programme même de la Conférence, notamment le différend entre l'Inde et le Pakistan au sujet du Cachemire. M. St-Laurent a assisté à deux de ces entretiens officiels, mais son départ pour la France, à l'issue de la réunion du Commonwealth, ne lui a pas permis d'assister au troisième. Les idées formulées au cours de ces entretiens ont réussi à atténuer les divergences qui existent entre l'Inde et le Pakistan, mais il a été impossible d'en arriver à un accord.

Discours de M. St-Laurent

Le 8 janvier, à un dîner offert par le Canada Club, M. St-Laurent a dit que l'admission dans le cercle du Commonwealth, sur un pied l'égalité absolu de trois grandes nations asiatiques pourra bien marquer dans l'évolution du Commonwealth